



Les Amis se mobilisent !

2015, année de construction

Déjà annoncées dans la dernière Lettre Trimestrielle et le Campagnes Solidaires n° 302 de Janvier 2015, les rencontres avec les Amis dans les régions se multiplient. Les élus de la Conf' et les animateurs profitent de leurs Assemblées Générales pour inviter nos adhérents et sympathisants, et nous nous empressons d'aller faire leur connaissance.

Ainsi, après la Saône-et-Loire en décembre, ce sont les Amis du Lot qui ont discuté autour de la création d'un groupe Amis avant de participer au débat « Paysans, citoyens, comment porter ensemble le projet d'agriculture paysanne ? ».

Le 24 février ce sera dans le Pas-de-Calais qu'ils seront sollicités (voir agenda) autour de la question « des liens entre paysans et citoyens, moteurs pour la lutte contre l'industrialisation de l'agriculture et pour le développement d'une agriculture paysanne ».

C'est donc partout en France qu'il est possible de créer ou de participer avec un groupe local. Les paysans sont demandeurs et les animateurs réceptifs. Ici, c'est pour réfléchir et construire ensemble des outils autour du projet de la Conf', là, c'est pour donner des coups de main ponctuels, parfois c'est pour concrétiser un projet commun aux paysans et aux citoyens (une fête paysanne, une plate-forme de circuits-courts, ...) et partout c'est pour promouvoir l'agriculture paysanne et lutter contre l'agro-industrie.

Alors, n'hésitez surtout pas à prendre contact avec votre Conf' locale ou avec nous.

Serge MULLER
Président des Amis de la Conf'



Aux journées d'été, en 2013 sur le plateau du Larzac

Journées d'été 2015

L'agriculture paysanne, voie d'avenir

Sur le plateau des Millevaches se dessine un projet agro-industriel de plus avec la ferme-usine d'engraissement des 1000 veaux de l'entreprise Rozé. Nous avons donc décidé de nous réunir, près de là, pour réfléchir à d'autres voies possibles pendant les Journées d'été du 16 au 19 juillet à Peyrelevade en Corrèze.

L'agriculture paysanne est porteuse d'avenir, tant pour nourrir sainement les populations que pour préserver l'environnement en renforçant l'emploi agricole et rural de qualité.

Les expériences et les analyses concluent au contraire que l'agro-industrie est ravageuse et dangereuse. De nombreuses questions se posent, et se posent à tout le monde :

- Pourquoi l'agriculture industrielle est-elle un échec ?

- En quoi la monoculture et la culture pour l'exportation sont des dangers, pour la biodiversité, l'emploi et la santé des populations ?

- Comment les grands travaux inutiles et imposés heurtent le développement de l'agriculture paysanne ?

- Quelles perspectives et quels avantages économiques et sociaux offrent l'agriculture paysanne ? Quelles formes peut-elle adopter pour être pertinente selon les régions ?

- L'agriculture productiviste participe du dérèglement climatique : pourquoi l'agriculture paysanne s'impose-t-elle comme une des solutions à privilégier pour éviter pire encore ?

Nous profiterons de la richesse des expériences nées sur le plateau des Millevaches, qui seront bien entendu au cœur des débats et des réflexions

L'association se renforce.

Laurent CIARABELLI a rejoint Jean-Pierre EDIN pour nous aider. Il aura pour mission d'animer le réseau, et notamment travailler avec les nouveaux groupes locaux et de coordonner le travail mis en place. Il sera présent et joignable du lundi au jeudi. Vous pourrez donc le contacter habituellement ces jours-là de 10 h à 17 h 30.

L'appétit des grands travaux caractérise la fièvre économique des débuts du XXIème siècle et perturbe l'aménagement du territoire et les équilibres écologiques.

La tendance à la multiplication des projets prend sa source dans la crise économique et financière des années 2000. Le mythe des grandes infrastructures resurgit dans le contexte de crise qui conduit les bailleurs publics à soutenir massivement de plus en plus de grands projets.

Ces infrastructures sont créées souvent en Partenariats Public-Privé (PPP) particulièrement gourmands en argent public qui ne profite guère qu'à des entreprises privées et avec de faibles impacts sur l'emploi. Le gigantisme surdimensionné de ces projets illustre cette tendance qui s'éloigne des critères d'intérêt général sans intégrer la volonté des communautés locales ni les nécessités de la transition énergétique ; ce sont souvent des investissements très coûteux qui nécessitent un temps long d'amortissement.

De même plus largement, la dépossession des richesses de la planète - végétales, minières et

fossiles - accompagne l'industrie et l'agriculture productivistes en participant à la consommation de territoires et de terres agricoles. Les accaparements des terres annoncent l'extractivisme à l'échelle européenne, le pillage des ressources naturelles, humaines et financières, qui apparaît avec plus d'acuité au cœur des problématiques contemporaines.

En effet, la même logique de destruction environnementale et de corruption financière est à l'œuvre dans les projets lancés en Europe par les gouvernements et les multinationales avec comme caution politique la relance par les investissements(1). Les conflits d'intérêt sont nombreux et les connivences oligarchiques (avec les magnats du BTP, de l'agro-business, de la grande distribution...) complètent ce tableau de «fracture démocratique».

Partout, ces projets se reconnaissent par la transfusion des fonds publics vers de grandes entreprises privées (PPP) ; ils se caractérisent par un impact écologique important et une planification sans concertation avec la population locale.

Un sursaut démocratique voit cependant le jour avec l'émergence des résistances contre la prédation des ressources naturelles et la convergence avec des luttes contre les gaz de schiste, pour le climat et la défense des services publics.

L'actualité du réchauffement climatique et des désastres environnementaux remet en cause le dogme de la croissance et démontre l'urgente nécessité du changement de paradigme du développement. La Conférence sur le Climat (COP21) à Paris en décembre 2015 doit corriger massivement ces errances politiques. Dans cette fracture du « logiciel » économique français, la fuite en avant économique d'inspiration néolibérale du gouvernement Valls laisse entrevoir toutefois peu d'espoir d'abandon des grands projets ...

William ÉLIE Secrétaire des Amis de la Conf'

(1) Le rôle des institutions européennes est majeur dans le développement et le financement des GPII par le biais de la Banque européenne d'investissement (BEI) et du Fonds européen de développement régional (FEDER).

AlterTour

Avec un départ proche de Bure, le 18 juillet, et une arrivée le 23 août à Calais, le cru 2015 de l'AlterTour s'offre une escapade au-delà des frontières. Les Altercyclistes découvriront ce qu'il s'alter-passe au Luxembourg et en Belgique.

Toujours dans les principes fondateurs de cette manifestation : l'itinérance à vélo, l'autogestion, la non-violence, l'opposition à tous les dopages et à la compétition destructrice. Thème de l'année : le dérèglement climatique. Avec quelques étapes en compagnie d'Alternatiba, qu'on retrouvera en fin d'année pour la COP21 !

Suivez l'AlterTour sur
<http://www.altertour.net/>
et avec le journal S!lence
<http://www.revuesilence.net/>

Alternatiba



Le Tour Alternatiba va parcourir 5.000 km en tandem de 3 ou 4 places, en France et dans 5 pays européens, du 5 juin au 26 septembre, pour mobiliser des centaines de milliers de personnes autour d'alternatives au dérèglement climatique. Cette entreprise solidaire réunit des associations et des citoyens dans plus de 60 collectifs en vue de peser sur la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui se tiendra au Bourget (près de Paris) - du 30 novembre au 11 décembre 2015.

Au vu des résultats des précédentes rencontres, les collectifs Alternatiba préparent déjà l'après-sommet pour construire un modèle alternatif.

Envie de Paysans !



Quand les « grandes écoles » invitent à débattre sur l'agriculture paysanne, c'est que la question s'avère être importante. Les étudiants et professeurs de Sciences Po, d'Agro Paris Tech et de l'Ecole Normale Supérieure ouvrent leurs écoles pour des temps collectifs : projections de film, débats conférence gesticulée ... Les confédérés seront présents puisque des produits paysans seront distribués, qu'un apéro paysan sera organisé et que Laurent Pinatel viendra débattre.

La Ferme à Paris, les 10 et 11 avril, ne sera pas le seul événement qui ponctuera la campagne « Envie de Paysans ! » 2014/2015.

Le même jour, à Angers, Grenoble et Nancy, des marchés paysans permettront de promouvoir l'agriculture paysanne à travers les producteurs et leurs produits.

Des banquets paysans seront organisés dans la convivialité autour de la connaissance des terroirs, de ceux qui les font vivre et qui souhaitent transmettre leurs savoir-faire.

Avec la Conf' on sait faire la fête !

À lire

« **Le livre noir de l'agriculture** », Isabelle Saporta—Fayard Poche, 2012, Livre décapant et salubre.

Citoyens, consommateurs, mais aussi agriculteurs, nous tous y apprendrons des tas de choses sur ce qui fait notre vie de tous les jours. L'auteure aborde plusieurs sujets : l'élevage industriel des cochons qui inonde nos hypermarchés, la culture du maïs et du soja qui consomme énormément d'énergie et d'eau, la culture des pommes et des pommes de terre, dont on ne compte plus le nombre de traitements chimiques, celle du blé qui sert à la fabrication du pain que nous mangeons quotidiennement ...

Nous sommes tous concernés et portons une part de responsabilité dans la poursuite de ce système, même si elle est très inégale ! Les semenciers, les coopératives agricoles, la grande distribution sont d'abord les premiers responsables. On pourrait y ajouter le système généré par le syndicalisme majoritaire.

Ensuite, une grande partie des agriculteurs qui pratiquent l'agriculture intensive et sa course au « toujours plus ». Ils abusent des herbicides, insecticides et fongicides que les coopératives leur vendent. Pourtant leur propre santé est en jeu.

Nous, enfin, citoyens-consommateurs qui acceptons ce système triple de production, destruction et consommation ! Pour Isabelle Saporta, nous pouvons tous faire autrement.

Consommateurs, soyons exigeants sur la qualité de ce que nous mangeons ! Exigeons une agriculture et un élevage respectueux de l'environnement et du bien-être animal.

Un exemple, exigeons l'étiquetage en résidus de pesticides contenus dans les produits ! Choisissons des produits sains. C'est par la volonté de tous les acteurs, que ce système pourra changer, nous dit Isabelle Saporta.

Yves CERTAIN (Haute-Normandie)

« **La parole contraire** », Erri De Luca, Gallimard, 2014, 8 €

Erri de Luca est un des plus grands écrivains italiens du moment. Dans sa lutte contre la Ligne à grande vitesse (TAV) Lyon-Turin, il a osé émettre son avis : « *la TAV doit être sabotée ...* ».

Il soutient les populations du Val de Susse dont la santé et l'environnement sont si fortement menacés, et qui veulent prendre leur avenir en main.

Il revient tout d'abord son cheminement dans la vie avant d'expliquer son choix des mots dans les interviews accordés. Le mot « saboter » a des valeurs diverses.

Le chef d'inculpation d' « incitation à commettre un délit » est pour lui un délit d'opinion. Il trouve piquant de le poursuivre, faisant ainsi la publicité de son opinion.

De fait, la « parole contraire » d'Erri De Luca, c'est le refus de toute compromission avec ses accusateurs. Il leur dénie même le droit de pouvoir visiter sa littérature pour démontrer quoi que ce soit.

Son procès qui devait avoir lieu le 28 janvier a été reporté, une nouvelle fois, au 16 mars. Ses soutiens, faisant référence à Charlie Hebdo, portaient des pancartes « Je suis Erri »...

104, rue Robespierre - 93170 Bagnolet

contact@lesamisdelaconf.org

Site : www.lesamisdelaconf.org

Tél : 01 43 62 18 70 tous les jours, sauf vendredi

Protéger les sols, c'est aussi lutter contre le changement climatique.

La souveraineté alimentaire définie par Via Campesina, repose sur le principe fondamental du contrôle du système alimentaire mondial par les travailleurs ruraux et urbains, et non par les marchés et les entreprises. L'agroécologie paysanne doit permettre d'atteindre la souveraineté alimentaire et d'organiser des marchés locaux par la promotion de méthodes écologiques qui respectent le rythme naturel des écosystèmes. L'agriculture paysanne peut nourrir le monde entier et refroidir la planète.

Les sols (humus, tourbière), plus encore que les végétaux (même en forêt) sont les premiers puits de carbone, tant qu'ils ne sont pas surexploités, érodés ou dégradés. L'augmentation des quantités d'humus et de matière organique permettrait d'améliorer la qualité de ces sols et la quantité de carbone séquestré par des solutions de type «semis direct», la vraie jachère, la restauration de sols vivants ... Valorisation de la prairie, agriculture sans labour, rotation des cultures, maintien d'une couverture végétale hivernale et de la biodiversité sont des pistes à suivre en 2015, déclarée «Année internationale des sols» par la FAO. Selon elle, « *la promotion de la gestion durable des sols est essentielle pour un système alimentaire productif, de meilleurs moyens de subsistance et un environnement sain.* » Il faut urgemment renverser la tendance au réchauffement climatique tout en assurant le respect des droits territoriaux des paysans. « *Dix ans suffiraient pour que l'agroécologie fasse doubler la production alimentaire de régions entières tout en atténuant le changement climatique et en réduisant la pauvreté rurale* », écrit Olivier de Schutter, l'ex-rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, En cette année de COP 21, il nous faut faire monter la température des négociations pour défendre une justice environnementale au service des paysans protecteurs des sols.

William ELIE

- **24 février –20 h à Ecuire (62)** - 315, rue de la Mairie : rencontre avec les Amis en présence d'un secrétaire des Amis de la Conf' (voir édito) ;
- **26 février—20h30 à Utopia St Ouen-l'Aumône (95)** : projection/débat autour du film « Prise de terres » de Pascal et Patrick Aubry ;
- **4 et 5 mars à Chaumont (52)** : colloque Envie de paysans « Quelle place pour les produits fermiers dans les politiques publiques ? » ;
- **16 au 22 mars** : l'agriculture s'invite dans les grandes écoles ;
- **21 et 22 mars à Poitiers (86)** : colloque « Vivre sans pesticides, obstacles et avancées » ;
- **11 avril** : ferme à Paris, Angers, Grenoble et Nancy ;
- **du 5 juin au 26 septembre** : en route vers le COP 21, tour de France Alternatiba en tandem ;
- **6 juin à Bagnolet (93)** : Assemblée Générale des Amis de la Confédération paysanne ;
- **13 juin au Guéret (23)** : manifestation nationale pour la sauvegarde des services publics ;
- **17 juin** : procès en appel d'Amiens (ferme-usine des 1000 vaches) ;
- **16 au 19 juillet à Peyrelevade (19)** : Journées d'été des Amis de la Conf'

L'Assemblée Générale Notre association évolue

Le 6 juin 2015, l'Assemblée Générale des Amis de la Conf' aura lieu à Bagnolet.

Elle est inhabituelle à cette date puisque nous nous sommes toujours réunis en automne pour débattre et renouveler le Conseil d'Administration et cette nouveauté a plusieurs raisons.

Tout d'abord, une AG clôture un exercice annuel. De fait, quand l'AG a lieu en automne, c'est presque avec un an de retard qu'on prend connaissance du bilan passé. De plus, c'est aussi avec le même retard, qu'on oriente la politique de l'année en cours.

Ensuite, il nous est apparu possible, sans que ce soit obligatoire, de recourir à des subventions de collectivités territoriales. Dans ce cas-là, avoir un exercice clos administrativement durant le premier semestre de l'année civile paraît être un avantage.

Comme il est écrit dans l'édito, avec des groupes locaux plus nombreux, la politique des Amis de la Conf' sera plus réactive et constructive. Il s'agit de donner du dynamisme à notre association et de soutenir plus vigoureusement encore la Confédération paysanne.

A l'Assemblée Générale on pourra mesurer les premiers effets de ces créations de groupes.

On pourra aussi échanger sur les fonctionnements choisis par chacun d'entre eux et observer les constructions des relations entre les groupes locaux et leurs Conf' régionales et départementales. Nous pourrions voir les projets qui sont soutenus à travers la France.

Ce sera aussi l'occasion de discuter des rapports avec les instances nationales des Amis de la Conf' et de la Conf'. En quelque sorte, c'est d'une nouvelle association qu'il s'agit, bien vivante, à l'échelle locale comme à l'échelle nationale, pour soutenir des projets riches de générosité, de santé et de biodiversité !

Réservez dès à présent la date du 6 juin.